

Procédure n°2025-013

Projet d'extension et de réhabilitation de l'accueil des urgences du pôle tertiaire des urgences, aménagement d'une unité Post-urgences, d'une UHCD, d'un scanner et démantèlement des bâtiments modulaires au Centre Hospitalier d'Agen-Nérac
Site de St Esprit

Marché Public pour des Prestations Intellectuelles
Lot 3 Diagnostics Amiante Plomb Avant travaux et Etat parasite

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

Table des matières

CHAPITRE 1 -	OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
1.1.	OBJET DE LA CONSULTATION	3
1.2.	PRESENTATION DE L'OPERATION	3
1.3.	ETENDUE DE LA CONSULTATION	5
1.4.	CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
CHAPITRE 2 -	CONDITIONS DE LA CONSULTATION	5
2.1.	VARIANTES FACULTATIVES	5
2.2.	VARIANTES OBLIGATOIRES	6
2.3.	DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	6
CHAPITRE 3 -	CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	6
3.1.	MODIFICATIONS DE DETAILS DU DOSSIER DE CONSULTATION	6
CHAPITRE 4 -	MISSIONS	6
4.1.	ANALYSE DOCUMENTAIRE	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
4.2.	INVESTIGATIONS SUR SITE	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
CHAPITRE 5 -	PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	6
5.1.	DOSSIER DE CANDIDATURE	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
5.2.	DOSSIER D'OFFRE	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
CHAPITRE 6 -	CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
CHAPITRE 7 -	SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
7.1.	CRITERES DE JUGEMENT	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
7.2.	APPRECIATION DU CRITERE PRIX	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
7.3.	APPRECIATION DE LA VALEUR TECHNIQUE	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
7.4.	SUITES DONNEES A L'ANALYSE	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
CHAPITRE 8 -	RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
CHAPITRE 9 -	DUREE DES MISSIONS	9
CHAPITRE 10 -	PRIX DU MARCHE	9
CHAPITRE 11 -	MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	9
11.1.	FACTURES	9
11.2.	AVANCE	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
CHAPITRE 12 -	PENALITES DE RETARD	10
CHAPITRE 13 -	ARRET DE L'EXECUTION DES INTERVENTIONS	10
CHAPITRE 14 -	DEROGATIONS AU C.C.A.G. PRESTATIONS INTELLECTUELLES	10
CHAPITRE 15 -	REGLEMENT DES LITIGES	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.

CHAPITRE 1 - OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

1.1. OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation concerne la réalisation d'une investigation pour l'établissement de diagnostics Amiante Avant travaux, Plomb avant travaux et état parasitaire (Lot 3) dans le cadre du projet d'extension et de réhabilitation de l'accueil des urgences du pôle tertiaire des urgences, aménagement d'une unité Post-urgences, d'une UHCD, d'un scanner et démantèlement des bâtiments modulaires au Centre Hospitalier d'Agen-Nérac.

Lieux d'exécution des prestations :

Site Saint Esprit du Centre Hospitalier d'Agen-Nérac (47)
Route de Villeneuve
47923 AGEN cedex 9

1.2. PRESENTATION DE L'OPERATION

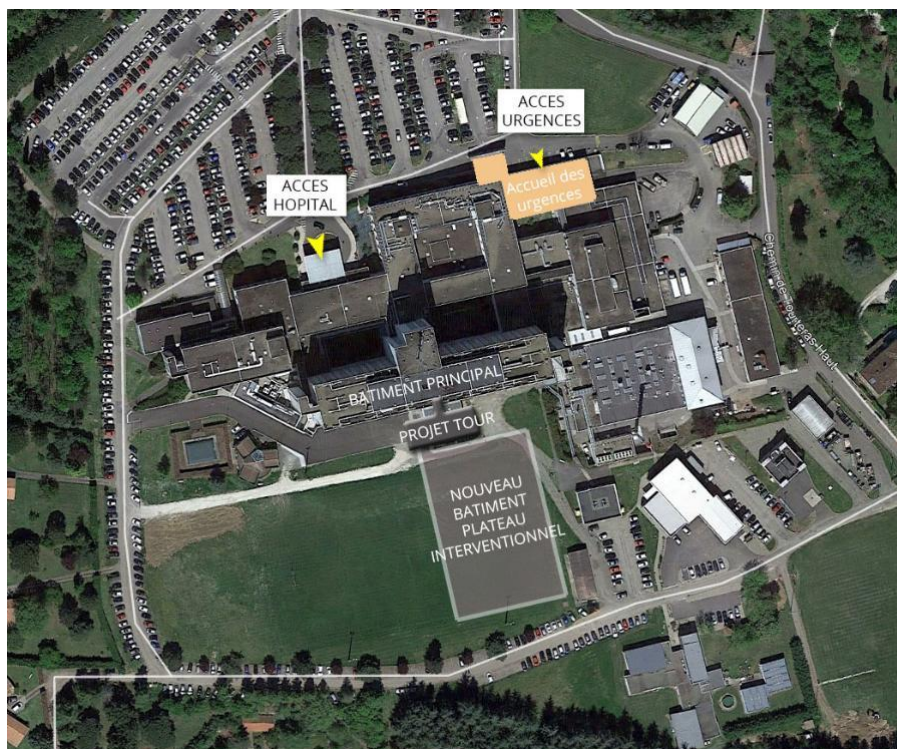
Le Centre Hospitalier d'Agen-Nérac a lancé en 2023 un projet d'extension – réhabilitation de l'accueil des Urgences sur le bâtiment principal du site d'Agen Saint-Esprit. Des études de maîtrise d'œuvre ont été stoppées à l'été 2024 au regard de l'évolution des besoins.

En effet, il est aujourd'hui nécessaire de :

- Relocaliser l'unité Post-Urgences à 20 lits à proximité des urgences pour une meilleure cohérence des soins.
- Agrandir la capacité d'accueil de l'UHCD à 10 lits, contiguë aux urgences
- Créer un scanner interventionnel à proximité des urgences permettant l'ouverture aux examens non programmés des services Urgences, Réanimation, USIP et UNV.

L'opération consiste en :

- La construction d'environ 965 m² sdp répartie en 450 m² sdp pour l'accueil des urgences + 300 m² pour le pôle tertiaire + 135 m² pour le Post Urgences + une extension de garage de 80 m² sdp,
- La réhabilitation d'environ 1 790 m² sdp.



Ces réorganisations nécessitent la délocalisation du pôle tertiaire des Urgences avec la construction de locaux neufs permettant de libérer la surface nécessaire à l'unité Post-Urgences.

L'élargissement du périmètre de l'opération permettra de planifier les travaux liés à l'extension – réhabilitation des urgences sans maintien de l'activité dans la zone chantier (transfert temporaire de l'accueil dans le pôle tertiaire libéré après construction de locaux neufs)

Dans un projet d'amélioration de l'accueil du patient aux urgences, une extension et réorganisation de la zone d'accueil des patients est envisagée selon les axes suivants :

- L'aménagement extérieur qui devra être adapté aux flux de personnes (personnels soignants et patients) et de véhicules au moyen d'un accès direct au parking, avec une aire de dépose couverte accessible aux secours et aux forces de l'ordre,
- Un véritable espace de prise en charge du patient suffisamment grand et assurant un niveau de confidentialité et sécurité certain. Plusieurs zones sont à envisager mais toutes devront être ergonomiques et modulables avec une possibilité d'isolement.
- Les espaces d'attente devront être isolés des espaces de circulation et zones d'accueil,
- Les espaces de circulation devront être configurés de telle sorte à pouvoir envisager tout changement de flux ou pouvoir optimiser l'espace et les sens des entrées et sorties.

La contrainte du site oriente les scénarii du programme technique qui sera défini pour la consultation de l'équipe de MOE de la façon suivante :

- zones restructurées à investiguer en vert
- zones extensions à investiguer (TT & extérieurs) en bleu



1.3. ETENDUE DE LA CONSULTATION

Il s'agit d'un marché de prestations intellectuelles au sens de la Loi n°85-704 du 12 juillet 1985 modifiée, passé en application des articles R2123-1 et R2131-12 du Code de la Commande Publique (CCP).

Il sera conclu par référence aux dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales - Prestations Intellectuelles (arrêté du 16/09/2009 portant approbation du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Prestations Intellectuelles).

Réalisation de prestations similaires : en application de l'article R2122-7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de conclure ultérieurement un ou plusieurs nouveaux marchés publics, ayant pour objet la réalisation de prestations similaires, avec le titulaire du présent marché public. Ces nouveaux marchés publics doivent être conclus dans les 3 ans à compter de la notification du marché public initial.

CHAPITRE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1. VARIANTES FACULTATIVES

Les candidats sont autorisés à présenter des variantes, dans le respect des dispositions des articles R. 2151-8 du Code de la Commande Publique (CCP), mais en ayant préalablement répondu à l'offre de base. Dans ce cas un nouvel Acte d'Engagement sera établi.

Selon les spécificités repérées lors de la visite complète du site, le prestataire pourra étayer son rapport de compléments aux diagnostics demandés s'il le juge opportun.

2.2. VARIANTES OBLIGATOIRES

Sans objet

2.3. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

CHAPITRE 3 - CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Par dérogation à article 4.1 du CCAG-PI, les pièces contractuelles qui constituent le marché prévalent les unes aux autres par ordre de priorité décroissante :

- ≡ L'acte d'engagement (A.E.) propre au présent lot ;
- ≡ Le présent cahier des clauses particulières (C.C.P.) valant document de marché et ses annexes :
 - Etat de conservation Bâtiment H
 - Plan PS1
- ≡ L'annexe financière propre au présent lot ;
- ≡ Le mémoire méthodologique du titulaire du présent lot, dans ses dispositions non contraires au présent contrat ;
- ≡ Le calendrier d'exécution des prestations, après approbation par le Maître d'Ouvrage.
- ≡ Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021

CHAPITRE 4 - MISSIONS

La présente campagne concernant la recherche et la localisation de matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante, du plomb ou d'être infestés par des passages de termites.

4.1 Diagnostic amiante avant travaux

Les composants des constructions concernées sont les suivants suivant les zones réhabilitées et les extensions projetées (liste non exhaustive) :

- ≡ Toitures et étanchéités (zone bleue sous l'emprise des potentielles constructions neuves)
- ≡ Façades, Menuiseries extérieures, joints, calfeutrement,
- ≡ Parois verticales intérieures et enduits,
- ≡ Agencements,
- ≡ Plafonds et faux plafonds,
- ≡ Revêtements de sols et de murs, colles,
- ≡ Conduits, canalisations et équipements,
- ≡ Enrobés des aménagements extérieurs, (zone bleue)
- ≡ Equipements divers...

Pour ce faire, l'ingénieur qualifié présent sur le site devra effectuer tous les sondages nécessaires à la réalisation de sa mission.

Il devra, au vu des résultats bruts obtenus, juger de l'utilité d'ajouter des investigations par la réalisation de sondages destructifs ainsi que par la dépose de certains éléments fixés tels que les radiateurs, les revêtements de murs, les appareils sanitaires, etc. permettant d'identifier les matériaux litigieux nécessaires à l'obtention d'une conclusion précise.

Références réglementaires :

- ≡ Loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004,
- ≡ Décret n° 2010 – 1200 du 11 Octobre 2010 pris en application de l'article L 271-6 du code de la construction et de l'habitation,
- ≡ Décret 2011-629 du 3 juin 2011 : protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.

- ≡ Articles R 1334-19 et R 1334-22 du code de la santé publique,
- ≡ Arrêté du 2 Janvier 2002 relatif au repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition,
- ≡ Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage et de diagnostic amiante dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification.

Sa mission se décomposera en 2 temps :

Locaux libres d'occupation :

- ≡ Inspection visuelle pour repérage des matériaux et produits concernés par le programme des travaux et susceptibles de contenir de l'amiante (arrêtés « liste A/B et C » du 12 décembre 2012 et du 26 juin 2013).
- ≡ Identification des prélèvements pouvant être effectués sans nuire au fonctionnement et à l'état d'occupation des locaux.
- ≡ Définition des éventuels sondages destructifs à réaliser, ainsi que de la dépose de certains éléments fixés tels que radiateurs, revêtements de murs, appareils sanitaires, etc. permettant d'identifier les matériaux litigieux nécessaires à l'obtention d'une conclusion précise.

Locaux occupés :

- ≡ Planification des inspections à organiser avec le maître d'ouvrage pour les zones qui sont occupées.
- ≡ Inspection visuelle pour repérage des matériaux et produits concernés par le programme des travaux et susceptibles de contenir de l'amiante (arrêtés « liste A/B et C » du 12 décembre 2012 et du 26 juin 2013).
- ≡ Identification des prélèvements pouvant être effectués sans nuire au fonctionnement et à l'état d'occupation des locaux.
- ≡ Définition des éventuels sondages destructifs à réaliser, ainsi que de la dépose de certains éléments fixés tels que radiateurs, revêtements de murs, appareils sanitaires, etc. permettant d'identifier les matériaux litigieux nécessaires à l'obtention d'une conclusion précise.

A l'issue de cette campagne d'inspection, la présente mission comporte la Rédaction du rapport préliminaire.

Ce premier rapport informera le Maître d'ouvrage, des éventuelles analyses et investigations à prévoir (suivant Tableau A1 de l'annexe A de la norme NF X46-020 d'Aout 2017) dont il appartiendra au Maître d'ouvrage de donner suite.

Le Maître d'ouvrage, au vu du rapport préliminaire, pourra commander le nombre d'analyses nécessaire pour l'établissement du rapport final.

Les types d'analyses à prévoir conformes aux normes en vigueur seront les suivantes :

- ≡ Analyse de type M.O.L.P.
- ≡ Analyse de type M.E.T.

Livrables : rapport et plans de repérage en .pdf

Lors de la remise de l'offre de prix, le prestataire est censé avoir reconnu l'état des lieux et avoir apprécié les difficultés d'exécution (les bâtiments concernés par la mission seront rendus accessibles après prise de rendez-vous auprès de l'établissement).

Le prestataire devra obligatoirement prévoir les accès nécessaires aux matériels permettant d'effectuer les sondages sur le site sans toutefois dégrader les bâtiments de manière importante.

Aucune plus-value ne sera accordée pour difficulté d'exécution de la mission, résultant de l'état des lieux.

4.2 Diagnostic termites avant travaux

Ce diagnostic a pour objectif de réaliser l'inspection visuelle relative à la présence de termites dans l'ensemble des zones concernées :

Références réglementaires :

- ≡ Loi n°2004-1343 du 9 décembre 2004,
- ≡ Ordonnance n°2005-655 du 8 juin 2005 (Article L 133-6 du code de la Construction et de l'Habitation),
- ≡ Décret n°2006-1114 du 5 septembre 2006 (Articles R 133-1 à R 133-7 du code de la Construction et de l'Habitation),
- ≡ Arrêté du 30 octobre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification,
- ≡ Arrêté du 29 mars 2007 définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état du bâtiment relatif à la présence de termites,
- ≡ Arrêté du 14 décembre 2009 modifiant l'arrêté du 30 octobre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification,
- ≡ Norme expérimentales XP P 03-201 relative à l'état du bâtiment relatif de présence de termites.

Déroulement de la mission :

- ≡ Inspection pour repérage des matériaux susceptibles de contenir des termites.
- ≡ Rédaction du rapport. Ce rapport informera le Maître d'ouvrage, des matériaux susceptibles de contenir des termites dont il appartiendra au Maître d'ouvrage de donner suite.

Livrables : rapport et plans de repérage en .pdf

4.3 Diagnostic plomb avant travaux

Ce diagnostic a pour objectif de réaliser l'inspection et les mesures relatives à la présence de plomb dans l'ensemble des bâtiments.

Références réglementaires :

- ≡ Code du travail : principes généraux de prévention, articles L4121-2 ; prévention du risque d'exposition aux agents cancérigènes, mutagènes et toxiques pour la reproduction, articles R4412-59 et suivants, articles R4412-152 et R4412-156 à R4412-161.
- ≡ NF X 46-035 – sur le Repérage plomb avant travaux dans les revêtements et matériaux et produits de construction (juin 2021).
- ≡ Loi n°2004-1343 du 9 décembre 2004,
- ≡ Ordonnance n°2005-655 du 8 juin 2005 (Article L 1334-13 du code de la santé publique),
- ≡ Loi n°2004-806 du 9 août 2004 relative à la pratique de la santé publique,
- ≡ Décret n°2006-1114 du 5 septembre 2006 (Articles R 1334-11 du code de la santé publique,
- ≡ Décret n°2006-474 du 25 avril 2006 (Article R. 1334-4 du code de la santé publique),
- ≡ Décret n°2008-1175 du 13 novembre 2008 modifiant l'article R 271-5 du code de la construction et de l'habitation
- ≡ Code de la construction et de l'habitation articles R 271-1 à R 271-5 condition d'établissement du DDT et L271-4 à L 271-6.
- ≡ Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb ou agréées pour réaliser des diagnostics plomb dans les immeubles d'habitation et les critères d'accréditation des organismes de certification.
- ≡ Arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb.

Déroulement de la mission :

- ≡ Inspection pour repérage et mesures de concentration, selon NFX 46-035, des matériaux susceptibles de contenir du plomb.
- ≡ Rédaction du rapport. Ce rapport informera le Maître d'ouvrage, des matériaux susceptibles de contenir du plomb dont il appartiendra au Maître d'ouvrage de donner suite.

Livrables : rapport et plans de repérage en .pdf

CHAPITRE 5 - DUREE DES MISSIONS

Le délai d'intervention et du rendu des prestations seront fournis par les candidats. Le délai maximum du rendu des prestations sera de **2 mois** à compter de la notification du marché.

CHAPITRE 6 - PRIX DU MARCHE

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement. **Les prix sont réputés fermes et non révisables.**

CHAPITRE 7 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

Les sommes dues au(x) titulaire(s), seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Le taux des intérêts moratoires sera celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires auront commencé à courir, augmenté de deux points.

7.1. FACTURES

Les factures sont à déposer sur : <https://portail.chorus-pro.gouv.fr>

Les règlements pourront avoir lieu par états d'acomptes mensuels, si ce n'est précisé, une seule situation en fin de prestation.

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.2 du C.C.A.G.-P.I.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 200 053 098 00014

- Adresse de facturation :

Direction des ressources matérielles

Route de Villeneuve

47 923 AGEN CEDEX 9

- Comptable assignataire :

Monsieur Le Trésorier des Etablissements Hospitaliers

Cité administrative Lacuée Bâtiment B

Rue Renée Bonnat

47921 AGEN CEDEX 9

- Code Finess : 470016171

- Code CHORUS/service :

Avec commande : FACM

Sans commande : LSCP

7.2. AVANCE

Une avance égale à 5% du montant TTC du marché est accordée au Titulaire à sa demande, si les conditions décrites aux articles R.2191-3 et suivants du code de la commande publique sont remplies. Le titulaire devra présenter une garantie à première demande couvrant le montant de cette avance. La substitution de cette garantie à première demande par une caution personnelle et solidaire sera refusée par le maître de l'ouvrage.

CHAPITRE 8 - PENALITES DE RETARD

Selon son engagement stipulé dans l'acte d'engagement, le titulaire subit sur ses créances, des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est fixé à 150 €.

CHAPITRE 9 - ARRET DE L'EXECUTION DES INTERVENTIONS

Le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du présent marché. La décision d'arrêter l'exécution des prestations prévue provoque la résiliation du présent marché sans indemnité.

CHAPITRE 10 - DEROGATIONS AU C.C.A.G. PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Les dérogations aux C.C.A.G.-Prestations Intellectuelles, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P. , sont apportées aux articles suivants :

- ≡ Le chapitre 3 déroge à l'article 4.1 du C.C.A.G. Prestations Intellectuelles
- ≡ Le chapitre 12 déroge à l'article 14 du C.C.A.G. Prestations Intellectuelles
- ≡ Le chapitre 13 déroge à l'article 33 du C.C.A.G. Prestations Intellectuelles